

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES  
INDUSTRIES DE LA TRANSFORMATION DES  
VOLAILLES DU 10 JUILLET 1996

IDCC 1938

Brochure 3111

TEXTE INTÉGRAL

04/06/2024









Convention collective nationale des industries de la transformation des volailles du 10 juillet 1996	1
Préambule	1
Champ d'application	1
Durée de la convention	1
Révision	1
Dénonciation	1
Conventions et accords antérieurs	1
Ancienneté	1
Liberté syndicale - Liberté d'opinion	2
Délégués syndicaux	2
Autorisations d'absences	3
Panneaux d'affichage	3
Délégués du personnel	3
Electorat - Eligibilité	3
Collèges électoraux	3
Organisations des élections	3
Attributions des délégués	4
Comités d'entreprise	5
Composition du comité	5
Protection légale	6
Attributions du comité d'entreprise	6
Attributions d'ordre social	6
Attributions d'ordre économique	6
Fonctionnement	7
Commissions	7
Indemnisation	7
Comité central d'entreprise	7
Règlement intérieur	8
Financement	8
Embauchage - Période d'essai	8
Mutation	8
Remplacement	8
Rupture du contrat de travail - Préavis	8
Indemnité de licenciement	8
Licenciements collectifs	8
Certificats de travail	9
Durée du travail - Heures supplémentaires	9
Absences pour maladie ou accident - Garantie de l'emploi	9
Absences pour accident du travail ou maladie professionnelle	10
Appel sous les drapeaux - Périodes militaires	10
Absences fortuites	10
Congés payés	10
Indemnité de congés payés	11
Indemnité compensatrice de congés payés	11
Congés exceptionnels pour événements familiaux	11
Avenant du 15 décembre 1980	11
Jours fériés	11
Hygiène et sécurité	11
Dispositions communes aux femmes et aux jeunes travailleurs	12
Femmes	12
Jeunes travailleurs	13
Apprentissage - Formation professionnelle	13
Salaires	13
Rémunération des jeunes travailleurs	13
Handicapés physiques	13
Bulletin de paie	13
Retraite	14
Commission paritaire permanente de négociation, d'interprétation et de conciliation (CPPNIC)	14
Textes Attachés	15
Annexe I : Ouvriers Convention collective nationale du 10 juillet 1996	15
Personnel visé	15
Période d'essai	15
Forme de contrat	15
(Art. 6 de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 : des accords nationaux des industries agricoles et alimentaires réactualisés)	15
Travail continu	16
(Art. 10 de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 des accords nationaux des industries agricoles et alimentaires) Arrêt de travail pendant	16
l'horaire normal	16
Mutation - Délai de réflexion	16
Remplacement	17
Rupture du contrat de travail - Préavis	17
(Art. 7 de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 des accords nationaux des industries agricoles et alimentaires) : Jours fériés payés	17
Indemnité de licenciement	17
(Art. 9 b de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 des accords nationaux des industries agricoles et alimentaires) : Maternité	17

Primes de froid .....	17
Allocation de départ à la retraite .....	17
(Art. 8 de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 des accords nationaux des industries agricoles et alimentaires) : Absences pour maladie ou accidents .....	18
Classification des emplois .....	19
Annexe II : Employés Convention collective nationale du 10 juillet 1996 .....	19
Personnel visé .....	19
Période d'essai .....	19
Mutation - Délai de réflexion .....	19
Rupture du contrat de travail - Préavis .....	20
Indemnité de licenciement .....	20
Indemnité de départ à la retraite .....	20
(Art. 8 de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 des accords nationaux des industries agricoles et alimentaires) : Absences pour maladie ou accident .....	20
(Art. 9 b des accords nationaux des industries agro-alimentaires) : Maternité .....	21
Classification des emplois .....	21
Annexe III : Maîtrise et techniciens assimilés Convention collective nationale du 10 juillet 1996 .....	21
Personnel visé .....	21
Période d'essai .....	21
Engagement .....	22
Mutation - Délai de réflexion .....	22
Rupture du contrat de travail - Préavis .....	22
Indemnité de licenciement .....	22
Frais de déplacement .....	22
Indemnité de maladie .....	22
(Art. 9 b de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 des accords nationaux des industries agricoles et alimentaires) : Maternité Horaire de travail pendant la grossesse .....	22
Classification des emplois .....	22
Annexe IV : Ingénieurs et cadres Convention collective nationale du 10 juillet 1996 .....	22
Champ d'application .....	22
Personnel visé .....	22
Promotion - Embauchage - Période d'essai .....	23
Engagement définitif .....	23
Modification au contrat .....	23
Durée du travail .....	23
Ancienneté .....	23
Maladie - Accidents - Maternité .....	23
Congés payés .....	23
Déplacements .....	23
Régime de retraite et de prévoyance .....	24
Rupture du contrat de travail - Préavis .....	24
Indemnité de licenciement .....	24
Départ à la retraite .....	24
Changement de résidence .....	24
Remplacement en cas de maladie ou d'accident .....	24
Classification des emplois .....	24
Annexe V : Accord du 5 février 1993 relatif à la classification des emplois conclu dans le cadre de la convention collective nationale des abattoirs, ateliers de découpe et centres de conditionnement de volailles .....	25
Classification des emplois .....	25
Annexe V : Annexe 1 (Guide de profil des emplois) Classification des emplois .....	26
Guide de profil des emplois .....	26
Annexe V : Annexe 2 ( critère classants) Classification des emplois .....	26
Les critères classants .....	27
Annexe V : Annexe 3 (fourchette de correspondance du coefficient) Classification des emplois .....	28
Fourchette de correspondance du coefficient .....	28
Annexe V : Annexe 4 (exemples d'emplois types avec leurs définitions) Classification des emplois .....	28
Exemples d'emplois-types avec leurs définitions .....	28
Annexe V : Annexe 5 (exemples de cotations) Classification des emplois centres de conditionnement de volailles .....	29
Classification des emplois : points pondérés .....	29
(Monteurs de carton, mise en barquette etc.) .....	29
(Découpeur de dinde, prémarqueur, etc.) .....	30
(Chauffeurs livreurs, conducteurs machine etc.) .....	32
Annexe V : Annexe 6 (CHASYCA - GTVD) Accord du 5 février 1993 relatif à la classification des emplois .....	33
Industries Avicoles : Glossaire .....	33
Annexe VI : Durée du travail - Accord du 31 décembre 2009 .....	33
Accord d'application du 24 septembre 1976 relatif au calcul de la prime annuelle .....	36
Accord du 22 juin 1979 relatif à la mensualisation .....	36
Accord complétant et modifiant les accords du 23 décembre 1970 et du 3 décembre 1974 relatifs à la mensualisation dans diverses branches des industries agro-alimentaires .....	37
Titre Ier : Champ d'application .....	37
Titre II : Garanties résultant du présent accord .....	38
Rémunération mensuelle .....	38
Jours fériés .....	39
Indemnisation de la maladie et de l'accident (1) .....	40
Maternité .....	41
Période d'essai - Rappel en dehors de l'horaire normal - Arrêt de travail pendant l'horaire normal - Frais de déplacement - Délai de	

réflexion en cas de mutation .....	42
Préavis .....	42
Indemnité de licenciement et indemnité de départ en retraite .....	43
Prime d'ancienneté .....	43
Prime annuelle .....	44
Titre III : Dispositions diverses .....	44
Réduction et aménagement du temps de travail .....	44
Annexe VII : Accord du 15 septembre 1987 relatif à la sécurité de l'emploi .....	44
Chapitre Ier : Information des représentants du personnel sur la situation de l'emploi .....	44
Chapitre II : Information et consultation sur les projets de licenciements pour raisons économiques .....	45
Documents à fournir au comité en cas de licenciement collectif économique .....	45
Procédure de licenciement pour cause économique .....	45
Chapitre III : Garanties prévues en cas de mutations .....	46
Mutations de postes à l'intérieur du même établissement .....	46
Mutations de postes dans un autre établissement .....	46
Chapitre IV : Dispositions diverses .....	46
Priorité de réemploi .....	46
Mesures d'accompagnement .....	46
Accord du 12 février 1999 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail .....	47
Champ d'application .....	47
Durée de l'accord .....	47
Mise en oeuvre .....	47
Engagements pris par la branche .....	47
Incidence de la réduction de l'horaire collectif sur la rémunération .....	47
Dispositions particulières au personnel d'encadrement .....	48
Salariés à temps partiel .....	48
Modification des dispositions de la CCN .....	48
Commission paritaire de suivi .....	48
Entrée en vigueur .....	48
Adhésion du 5 juillet 1999 du CNADEV à la convention .....	49
Avenant du 10 octobre 2002 relatif au travail de nuit .....	49
Accord du 26 février 2004 portant création d'une CPNEFP .....	50
Composition de la CPNEFP .....	50
Missions de la CPNEFP .....	50
Fonctionnement de la CPNEFP .....	50
Avenant du 30 septembre 2005 portant changement de dénomination de l'activité concernée .....	51
Avenant du 30 septembre 2005 relatif à la professionnalisation .....	51
Préambule .....	51
Le contrat de professionnalisation .....	51
La période de professionnalisation .....	52
Prise en charge de la professionnalisation .....	52
Tutorat .....	52
Dispositions diverses .....	52
Annexe I : Domaines de formations prioritaires .....	53
Annexe II : Forfaits horaires de prise en charge par l'OPCA des coûts pédagogiques des formations organisées dans le cadre des contrats et périodes de professionnalisation .....	53
Avenant du 16 décembre 2005 relatif à la mise en oeuvre du droit individuel à la formation .....	53
Salariés bénéficiaires et durée de la formation .....	53
Droit individuel à la formation des salariés en contrat à durée déterminée .....	53
Mise en oeuvre du DIF .....	54
Exercice du DIF .....	54
Nature des actions de formation .....	54
Dispositions financières .....	54
Droits du salarié en cas de rupture du contrat de travail .....	55
Transfert d'un salarié .....	55
Dispositions diverses .....	55
Accord du 28 juillet 2006 relatif à la mise à la retraite avant 65 ans .....	55
Préambule .....	55
Mise à la retraite avant 65 ans à l'initiative de l'employeur .....	55
Contrepartie .....	55
Procédure de mise à la retraite .....	55
Accord du 23 mai 2007 relatif à la santé et la sécurité dans les industries de la transformation des volailles .....	56
Préambule .....	56
L'intégration de la prévention des risques professionnels .....	56
Management de la sécurité au travail .....	56
Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) .....	57
Mobilisation des partenaires sociaux de la branche .....	57
Services de santé au travail .....	58
Date d'application .....	58
Non-dérogation .....	58
Annexe .....	58
1. Évaluation des risques : document unique .....	58
2. Management de la sécurité au travail : équipement de protection .....	59
3. Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) .....	59
4. Services de santé au travail .....	60
5. Objectifs de prévention .....	60



Accord du 31 décembre 2009 portant actualisation de la convention .....	61
Accord du 12 janvier 2012 relatif à la commission de validation des accords d'entreprise .....	64
Accord du 14 janvier 2012 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes .....	65
Préambule .....	65
Accord du 11 mars 2014 relatif à la désignation d'un OPCA .....	68
Accord du 23 décembre 2015 relatif aux certificats de qualification professionnelle .....	69
Préambule .....	69
Annexe I .....	70
Avenant du 11 octobre 2018 relatif à la création d'une commission paritaire permanente de négociation, d'interprétation et de conciliation .....	71
Préambule .....	71
Annexe .....	72
Accord du 27 juin 2019 relatif à la qualité de vie au travail et à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes .....	73
Préambule .....	73
Accord du 15 janvier 2020 relatif à la création d'un régime de prévoyance pour les salariés non-cadres .....	78
Préambule .....	78
Annexe .....	80
Accord du 28 mars 2022 relatif à l'activité partielle de longue durée .....	80
Préambule .....	80
Chapitre Ier Champ d'application .....	80
Chapitre II Conditions d'application .....	81
Chapitre III Stipulations finales .....	83
Avenant n° 1 du 6 février 2023 à l'accord du 28 mars 2022 relatif à l'activité partielle de longue durée .....	83
Préambule .....	83
Avenant n° 2 du 7 mars 2023 à l'accord du 28 mars 2022 relatif à l'activité partielle de longue durée .....	84
Accord de méthode du 26 juin 2023 relatif aux classifications des emplois .....	85
Préambule .....	85
<b>Textes Salaires</b> .....	85
Accord du 1er octobre 2007 relatif aux salaires minima au 1er octobre 2007 et au 1er janvier 2008 .....	85
Annexe .....	85
Accord « Salaires » du 1er juillet 2009 .....	86
Annexe .....	86
Accord du 1er mars 2010 relatif aux salaires minima pour l'année 2010 .....	86
Annexe .....	87
Accord du 20 janvier 2011 relatif aux salaires minima pour l'année 2011 .....	87
Annexe .....	87
Accord du 14 janvier 2012 relatif aux salaires minima pour l'année 2012 .....	87
Annexe .....	88
Accord du 12 avril 2013 relatif aux salaires minima garantis au 1er avril 2013 .....	88
Annexe .....	88
Accord du 18 mars 2014 relatif aux salaires minima garantis au 1er mars 2014 .....	89
Annexe .....	89
Accord du 3 mars 2016 relatif aux salaires minima garantis pour l'année 2016 .....	89
Annexe .....	89
Accord du 15 février 2017 relatif aux salaires minima garantis pour l'année 2017 .....	90
Annexe .....	90
Accord du 7 février 2019 relatif aux salaires minima mensuels pour l'année 2019 .....	90
Annexe .....	91
Accord du 14 février 2020 relatif aux salaires minima mensuels pour l'année 2020 .....	91
Annexe .....	91
Accord du 20 janvier 2022 relatif aux salaires minima garantis pour l'année 2022 .....	92
Annexe .....	92
Accord du 12 septembre 2022 relatif aux salaires à compter de septembre 2022 .....	92
Annexe .....	93
Accord du 17 mai 2023 relatif aux salaires minima garantis au 1er mai 2023 .....	93
Annexe .....	93
Accord du 4 mars 2024 relatif à la revalorisation des salaires minima et à la mise en place d'une prime transport .....	94
Annexe .....	94
<b>Accord du 26 octobre 2009 relatif au développement de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences</b> .....	94
<i>Préambule</i> .....	95
<i>Titre Ier. GPEC</i> .....	95
<i>Titre II. Démarche de GPEC</i> .....	96
<i>Titre III. Mesures d'accompagnement de la démarche GPEC</i> .....	97
<i>Titre IV. Mise en oeuvre</i> .....	98
<i>Annexes</i> .....	98
<b>Accord du 18 juillet 2013 relatif au contrat de génération</b> .....	99
<i>Préambule</i> .....	100
<i>Annexe</i> .....	104
<i>Textes Attachés</i> .....	105
Accord du 29 mai 2015 relatif au développement des compétences et de l'emploi .....	105
Préambule .....	105
Annexes .....	108
Accord multibranches du 1er juillet 2016 relatif à la création d'une instance de coordination des CPNEFP de branches et interbranches .....	108
Adhésion par lettre du 10 juillet 2017 de la cnppcg à l'accord multibranches du 1er juillet 2016 relatif à la création d'une instance de coordination des CPNEFP de branche et interbranches .....	111
Adhésion par lettre du 26 juillet 2017 de la CNGF à l'accord multibranches du 1er juillet 2016 relatif à la création d'une instance de coordination des .....	



CPNEFP de branche et interbranches .....	111
Adhésion par lettre du 4 décembre 2017 de la CNCT à l'accord multibranches du 1er juillet 2016 relatif à la création d'une instance de coordination des CPNEFP de branches et interbranches .....	112
Adhésion par lettre du 11 décembre 2017 de la CNPBF à l'accord multibranches du 1er juillet 2016 relatif à la création d'une instance de coordination des CPNEFP de branche et interbranches .....	112
Adhésion par lettre du 26 juillet 2018 de l'UNPF à l'accord multibranches du 1er juillet 2016 relatif à la création d'une instance de coordination des CPNEFP de branches et interbranches dans le secteur alimentaire .....	112
<b>Accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé .....</b>	<b>112</b>
<i>Préambule</i> .....	113
<i>Annexe</i> .....	114
<b>Textes Attachés</b> .....	115
Avenant n° 1 du 2 décembre 2014 à l'accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé ....	115
Avenant n° 2 du 16 mars 2015 à l'accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé .....	115
Avenant n° 3 du 26 février 2016 à l'accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé .....	116
Préambule .....	117
<b>Accord professionnel du 18 décembre 2018 relatif à l'OPCO (OCAPIAT) .....</b>	<b>118</b>
<i>Préambule</i> .....	119
<i>Annexe</i> .....	123
Statuts .....	123
<b>Textes Attachés</b> .....	126
Adhésion par lettre du 16 juillet 2019 de la FNSPF à l'accord du 18 décembre 2018 .....	126
Adhésion par lettre du 8 février 2022 du SNBI à l'accord constitutif de l'opérateur de compétences OCAPIAT du 18 décembre 2018 .....	126
<b>Accord du 30 octobre 2014 relatif à la formation professionnelle .....</b>	<b>126</b>
<b>Textes Attachés</b> .....	131
Accord du 29 mai 2015 relatif à la reconnaissance et à l'inscription au RNCP de certificats de qualification professionnelle transversaux du secteur alimentaire .....	131
Préambule .....	132
Annexes .....	134
Avenant n° 1 du 13 janvier 2016 à l'accord du 30 octobre 2014 relatif à la formation professionnelle .....	134
Avenant n° 1 du 25 avril 2017 à l'accord multibranches du 29 mai 2015 relatif à la reconnaissance et à l'inscription au RNCP de certificats de qualification professionnelle transversaux du secteur alimentaire .....	136
Préambule .....	136
Annexes .....	138
Adhésion par lettre du 11 juillet 2017 de la CNPCCG à l'avenant sur l'accord multibranches .....	138
Adhésion par lettre du 6 décembre 2017 de l'USNEF à l'avenant n° 1 sur l'accord multibranches .....	138
Accord du 11 octobre 2017 relatif à la formation professionnelle dans diverses branches du secteur alimentaire .....	138
Préambule .....	139
Accord du 21 janvier 2020 relatif aux règles et modalités de prise en charge du contrat de professionnalisation et de la Pro-A .....	143
Accord du 21 janvier 2020 relatif aux certifications éligibles à la Pro-A dans diverses branches du secteur alimentaire .....	145
Préambule .....	145
Annexes .....	146
Accord du 21 janvier 2020 relatif à la contribution conventionnelle spécifique dans diverses branches du secteur alimentaire .....	158
Préambule .....	159
Accord du 1er décembre 2020 relatif à la formation professionnelle et à l'apprentissage .....	160
Préambule .....	161
Chapitre Ier Formation professionnelle continue .....	161
Chapitre II L'orientation professionnelle .....	165
Chapitre III L'apprentissage .....	166
Chapitre IV Validation des acquis de l'expérience (VAE) .....	167
Chapitre V Certifications .....	168
Chapitre VI Financement .....	168
Chapitre VII Dispositions diverses .....	168
Annexe .....	169
Adhésion par lettre du 12 mars 2021 du CNADEV et de la FIA à l'accord du 29 mai 2015 et à l'avenant n° 1 du 25 avril 2017 .....	176
Annexe .....	177
Adhésion par lettre du 18 mars 2021 de la FNA et de FÉDÉPOM à l'accord multibranches du 29 mai 2015 et à l'avenant n° 1 du 25 avril 2017 à l'accord multibranches du 29 mai 2015 .....	177
Accord professionnel du 13 janvier 2022 relatif à la création d'une commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle interbranche du secteur alimentaire (CPNEFPI-SA) .....	177
Préambule .....	178
Avenant du 13 janvier 2022 à l'accord du 29 mai 2015 relatif à la reconnaissance et à l'inscription au RNCP de certificats de qualification professionnelle (CQP) transversaux .....	180
Préambule .....	181
Avenant de révision du 12 juillet 2023 à l'accord du 1er décembre 2020 relatif à la formation professionnelle et à l'apprentissage dans diverses branches du secteur alimentaire .....	183
Préambule .....	184
<b>Textes parus au JORF .....</b>	<b>JO-1</b>
<b>Nouveautés</b> .....	<b>NV-1</b>
<i>Accord renouvellement accord (19 janvier 2017)</i> .....	NV-1
<i>Accord du 15 février 2017</i> .....	NV-2
<i>Recommandation patronale de la FIA et du CNADEV du 14 février 2018</i> .....	NV-2
<i>Décret n° 2019-1388 du 18 décembre 2019</i> .....	NV-3
<b>Liste des sigles</b> .....	<b>SIG-1</b>
<b>Liste thématique</b> .....	<b>THEM-1</b>
<b>Liste chronologique</b> .....	<b>CHRO-1</b>



# Convention collective nationale des industries de la transformation des volailles du 10 juillet 1996

Signataires	
Organisations patronales	Fédération des industries avicoles.
Organisations de salariés	Fédération générales agro-alimentaire FGA-CFDT ; Fédération générales des travailleurs de l'agriculture de l'alimentation FGTA-FO ; Fédération nationale des syndicats de l'alimentaire CFTC.
Organisations dénonçantes	Adhérent : Le comité national des abattoirs et ateliers de découpe de volailles, lapins, chevreaux (CNADEV) par courrier du 5 juillet 1999 (BO CC 99-30).

## Préambule

En vigueur étendu

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La remise en ordre rédactionnelle, objet du présent accord, vise à rectifier, compléter ou supprimer certains articles de la convention collective dont la rédaction n'est plus conforme à des dispositions législatives ou réglementaires ou des accords paritaires, professionnels ou interprofessionnels, intervenus antérieurement au présent accord.

En concluant cet accord, les parties signataires ont manifesté ainsi leur volonté commune de procéder à une mise à jour des dispositions de la convention collective nationale. Elles conviennent par ailleurs de demander, en commun, son extension.

Le texte actuel des dispositions communes de la convention et de ses annexes, annule et remplace les textes antérieurement en vigueur à la date de la signature.

## Champ d'application

### Article 1er

En vigueur étendu

La présente convention règle, sur le territoire métropolitain, les rapports entre employeurs et salariés travaillant dans les sociétés dont l'activité principale porte sur l'abattage et/ou la découpe, et/ou la transformation de volailles, éventuellement accompagnés des activités suivantes :

- le ramassage ;
- le conditionnement ;
- la commercialisation,

de l'une ou plusieurs espèces suivantes :

- toutes espèces de volaille ;
- lapins ;
- chevreaux,

est classée sous le n° 15.1 C de la nomenclature d'activités et de produits.

Les établissements à activités multiples ou dépendant d'entreprises à activités multiples relèvent de la convention collective applicable à l'activité principale de l'entreprise.

Les clauses de la présente convention concernent tous les salariés des établissements entrant dans le champ d'application défini ci-dessus, même s'ils ne ressortissent pas directement par leur profession de celui-ci.

## Durée de la convention

### Article 2

En vigueur étendu

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973.

Elle se poursuivra ensuite, par tacite reconduction, pour une période indéterminée.

## Révision

### Article 3

En vigueur étendu

Chaque partie signataire peut demander la révision de la présente convention et, le cas échéant, de ses annexes. Toute demande de révision devra être portée, par lettre recommandée avec accusé de réception, à la connaissance des autres parties contractantes ; elle devra comporter l'indication des points dont la révision est demandée et des propositions formulées en remplacement.

Les discussions devront commencer au plus tard dans le délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre de notification.

Pendant toute la durée de la discussion paritaire et au maximum pendant un an, les parties s'engagent à ne procéder à aucune fermeture d'établissement ou cessation de travail motivées par les points sujets à révision.

Pendant toute la durée de la discussion paritaire, les parties s'engagent à ne pas dénoncer la présente convention.

## Dénonciation

### Article 4

En vigueur étendu

La dénonciation partielle ou totale de la présente convention par l'une des parties contractantes, qui ne pourra intervenir avant le 1<sup>er</sup> juillet 1974, devra être portée à la connaissance des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle sera effectuée avec un préavis de 3 mois, au-delà duquel la convention continuera à produire ses effets jusqu'à la mise en place d'un nouveau texte et au plus tard pendant 1 an.

En cas de dénonciation par une partie seulement des organisations signataires employeurs ou des signataires salariés, cela ne fait pas obstacle au maintien en vigueur des dispositions de la présente convention entre les autres contractants.

## Conventions et accords antérieurs

### Article 5

En vigueur étendu

Les parties rappellent l'inexistence de conventions conclues antérieurement sur le plan régional (1).

La présente convention ne peut être en aucun cas la cause de restriction aux avantages particuliers de quelque nature qu'ils soient, acquis sur le plan d'une entreprise ou d'un établissement antérieurement à sa date de signature, individuellement, par équipe ou pour l'ensemble du personnel, étant entendu que les conditions d'application et de durée de ces avantages dans l'entreprise ou l'établissement ne subissent aucune modification du fait de la présente convention, tant à l'égard du personnel ancien que du personnel nouvellement embauché.

Toutefois, les avantages reconnus par la présente convention ne peuvent en aucun cas s'interpréter comme s'ajoutant à ceux déjà accordés pour le même objet dans certaines entreprises.

Des avenants pourront adapter la présente convention ou certaines de ses dispositions aux conditions particulières de travail dans la région, la localité ou l'entreprise, conformément aux dispositions des lois des 13 juillet 1971 et 13 novembre 1982.

(1) Alinéa étendu sous réserve de l'application des articles L. 132-6 et L. 132-8 du code du travail ainsi que de l'article 1134 du code civil (arrêté du 7 février 1997, art. 1<sup>er</sup>).

## Ancienneté

### Article 6

En vigueur étendu

Pour l'application des dispositions de la présente convention et de ses avenants, on entend par 'présence continue' le temps écoulé depuis la date d'engagement du contrat de travail en cours, sans que soient exclues les périodes pendant lesquelles le contrat a été suspendu, telles que :

- périodes de maladie ou d'accidents ;
- périodes militaires obligatoires ;
- périodes de maternité ;
- périodes de formation professionnelle ;
- congés de formation économique sociale et syndicale obtenus dans le cadre de la loi du 30 décembre 1985 ;
- délais accordés dans certains cas par l'employeur aux immigrés pour faciliter leurs congés dans leur pays d'origine ;
- absences autorisées par l'employeur.

Pour la détermination de l'ancienneté, on tiendra compte également :

- de la période comprise entre le départ au service militaire obligatoire et la réintégration dans l'entreprise, lorsque l'intéressé avait au moins un an de présence au moment de son départ et qu'il a pu être réintégré après avoir fait connaître à l'employeur, au plus tard dans le mois suivant sa libération, son désir de reprendre immédiatement son emploi ;
- de la durée du congé sans solde pour élever un enfant obtenu par la mère ou le père de famille, qu'il y ait eu ou non réintégration à l'issue de ce congé ;

Liste thématique

Theme	Titre	Article	Page
Accident du travail	(Art. 8 de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 des accords nationaux des industries agricoles et alimentaires) : Absences pour maladie ou accident (Annexe II : Employés Convention collective nationale du 10 juillet 1996)	Article 7	20
	(Art. 8 de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 des accords nationaux des industries agricoles et alimentaires) : Absences pour maladie ou accident (Annexe II : Employés Convention collective nationale du 10 juillet 1996)	Article 7	20
	(Art. 8 de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 des accords nationaux des industries agricoles et alimentaires) : Absences pour maladie ou accidents (Annexe I : Ouvriers Convention collective nationale du 10 juillet 1996)	Article 15	18
	Absences pour accident du travail ou maladie professionnelle (Convention collective nationale des industries de la transformation des volailles du 10 juillet 1996)	Article 52	10
	Avenant du 10 octobre 2002 relatif au travail de nuit (Avenant du 10 octobre 2002 relatif au travail de nuit)		49
	Indemnisation de la maladie et de l'accident (1) (Accord du 22 juin 1979 relatif à la mensualisation)	Article 8	40
Arrêt de travail, Maladie	(Art. 8 de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 des accords nationaux des industries agricoles et alimentaires) : Absences pour maladie ou accident (Annexe II : Employés Convention collective nationale du 10 juillet 1996)	Article 7	20
	(Art. 8 de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 des accords nationaux des industries agricoles et alimentaires) : Absences pour maladie ou accidents (Annexe I : Ouvriers Convention collective nationale du 10 juillet 1996)		
	Absences fortuites (Convention collective nationale des industries de la transformation des volailles du 10 juillet 1996)		
	Absences pour accident du travail ou maladie professionnelle (Convention collective nationale des industries de la transformation des volailles du 10 juillet 1996)		
	Absences pour maladie ou accident - Garantie de l'emploi (Convention collective nationale des industries de la transformation des volailles du 10 juillet 1996)		
	Indemnisation de la maladie et de l'accident (1) (Accord du 22 juin 1979 relatif à la mensualisation)		
Champ d'application	Remplacement en cas de maladie ou d'accident (Annexe IV : Ingénieurs et cadres Convention collective nationale du 10 juillet 1996)		
	Annexe (Accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé)		
	Annexe (Accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé)		
	Annexe (Accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé)		
	Annexe (Accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé)		
	Annexe (Accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé)		
	Annexe (Accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé)		
	Annexe (Accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé)		
	Annexe (Accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé)		
	Annexe (Accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé)		
	Annexe (Accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé)		
	Annexe (Accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé)		
	Annexe (Accord du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé)		
Champ d'application (Convention collective nationale des industries de la transformation des volailles du 10 juillet 1996)			
Chômage partiel	Accord du 31 décembre 2009 portant actualisation de la convention (Accord du 31 décembre 2009 portant actualisation de la convention)		
	Annexe VI : Durée du travail - Accord du 31 décembre 2009 (Annexe VI : Durée du travail - Accord du 31 décembre 2009)		
Congés annuels			
Congés exceptionnels			
Démission			

Liste chronologique

Date	Texte	Page
1976-09-24	Accord d'application du 24 septembre 1976 relatif au calcul de la prime annuelle	36
1979-06-22	Accord du 22 juin 1979 relatif à la mensualisation	36
1987-09-15	Annexe VII : Accord du 15 septembre 1987 relatif à la sécurité de l'emploi	44
	Annexe V : Accord du 5 février 1993 relatif à la classification des emplois conclu dans le cadre de la convention collective nationale des abattoirs, ateliers de découpe et centres de conditionnement de volailles	25
	Annexe V : Annexe 1 (Guide de profil des emplois) Classification des emplois	26
	Annexe V : Annexe 2 ( critère classants) Classification des emplois	26
1993-02-05	Annexe V : Annexe 3 (fourchette de correspondance du coefficient) Classification des emplois	28
	Annexe V : Annexe 4 (exemples d'emplois types avec leurs définitions) Classification des emplois	28
	Annexe V : Annexe 5 (exemples de cotations) Classification des emplois centres de conditionnement de volailles	29
	Annexe V : Annexe 6 (CHASYCA - GTVD) Accord du 5 février 1993 relatif à la classification des emplois	33
	Annexe I : Ouvriers Convention collective nationale du 10 juillet 1996	15
	Annexe II : Employés Convention collective nationale du 10 juillet 1996	
1996-07-10	Annexe III : Maîtrise et techniciens assimilés Convention collective nationale du 10 juillet 1996	
	Annexe IV : Ingénieurs et cadres Convention collective nationale du 10 juillet 1996	
	Convention collective nationale des industries de la transformation des volailles du 10 juillet 1996	
1999-02-12	Accord du 12 février 1999 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail	
1999-07-05	Adhésion du 5 juillet 1999 du CNADEV à la convention	
2002-10-10	Avenant du 10 octobre 2002 relatif au travail de nuit	
2004-02-26	Accord du 26 février 2004 portant création d'une CPNEFP	
	Avenant du 30 septembre 2005 portant changement de dénomination de l'activité concernée	
2005-09-30	Avenant du 30 septembre 2005 relatif à la professionnalisation	
2005-12-16	Avenant du 16 décembre 2005 relatif à la mise en oeuvre du droit individuel à la formation	
2006-07-28	Accord du 28 juillet 2006 relatif à la mise à la retraite avant 65 ans	
2007-05-23	Accord du 23 mai 2007 relatif à la santé et la sécurité dans les industries de la transformation des volailles	
2007-10-01	Accord du 1er octobre 2007 relatif aux salaires minima au 1er octobre 2007 et au 1er janvier 2008	
2009-07-01	Accord « Salaires » du 1er juillet 2009	
2009-10-26	Accord du 26 octobre 2009 relatif au développement de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences	
	Accord du 31 décembre 2009 portant actualisation de la convention	
2009-12-31	Annexe VI : Durée du travail - Accord du 31 décembre 2009	
2010-03-01	Accord du 1er mars 2010 relatif aux salaires minima pour l'année 2010	
2010-08-13	Arrêté du 5 août 2010 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des industries de la transformation des volailles (n° 1938)	
2010-10-16	Arrêté du 8 octobre 2010 portant extension d'un accord national professionnel pour le développement de la GPEC dans les industries alimentaires (n° 2897)	
2010-10-27	Arrêté du 18 octobre 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des industries de la transformation des volailles (n° 1938)	
	Arrêté du 18 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 18 octobre 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des industries de la transformation des volailles (n° 1938)	
2010-12-2		
2011-01-2		
2011-05-1		
2012-01-1		
2012-01-1		
2012-05-1		
2012-11-1		
2013-03-2		
2013-04-1		
2013-07-1		
2013-08-1		
2014-03-1		
2014-03-1		
2014-10-3		
2014-11-1		
2014-12-0		
2015-03-1		
2015-05-2		
2015-12-1		

# CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES INDUSTRIES DE LA TRANSFORMATION DES VOLAILLES DU 10 JUILLET 1996

IDCC 1938

Brochure 3111

## SYNTHÈSE

04/06/2024



Remarques .....

I. Signataires .....

- a. *Organisations patronales* .....
- b. *Syndicats de salariés* .....

II. Champ d'application .....

- a. *Champ d'application professionnel* .....
- b. *Champ d'application territorial* .....

III. Contrat de travail - Essai .....

- a. *Epreuve préliminaire* .....
- b. *Contrat de travail* .....

  - i. Dispositions spécifiques aux T.A.M. ....
  - ii. Dispositions spécifiques aux ingénieurs et cadres .....

- c. *Période d'essai* .....

  - i. Durée de la période d'essai .....
  - ii. Préavis de rupture pendant l'essai .....

d. *Ancienneté* .....

IV. Classification .....

- a. *Critères classants* .....

  - i. Connaissances requises .....
  - ii. Technicité - Complexité - Difficulté .....
  - iii. Autonomie - Initiatives .....
  - iv. Gestion d'une équipe et conseils .....
  - v. Communication - Contacts - Echanges .....

- b. *Fourchette de correspondance du coefficient* .....

V. Salaires et indemnités .....

- a. *Salaires minima mensuels* .....
- b. *Salaires des jeunes de moins de 18 ans* .....
- c. *Prime d'ancienneté* .....
- d. *Prime annuelle* .....
- e. *Remplacement provisoire dans un poste de classification supérieure* .....
- f. *Mutation interne entraînant le déclassement* .....
- g. *Prime de froid (Ouvriers)* .....
- h. *Rappel en dehors de l'horaire normal* .....
- i. *Arrêt de travail imputable à l'établissement (Ouvriers)* .....
- j. *Frais de déplacements* .....
- k. *Rémunération du travail de nuit, du dimanche ou d'un jour férié* .....
- l. *prime de transport* .....

VI. Temps de travail, repos et congés .....

- a. *Temps de travail* .....

  - i. Durée conventionnelle du travail et répartition hebdomadaire des horaires .....
  - ii. Heures supplémentaires .....
  - iii. Travail continu (Ouvriers) .....
  - iv. Modulation de la durée du travail sur une période supérieure à la semaine .....
  - v. Conventions de forfait annuel .....
  - vi. Travail intermittent .....
  - vii. Travail de nuit .....
  - viii. Dispositif Spécifique d'Activité Partielle de Longue Durée (ci-après APLD) .....

- b. *Repos et jours fériés* .....

  - i. Repos - Rémunération du travail du dimanche .....
  - ii. Jours fériés .....

- c. *Congés* .....

  - i. Congés payés .....
  - ii. Autres congés .....

VII. Déplacements professionnels .....

- a. *Frais de déplacements (T.A.M.)* .....
- b. *Déplacements (Ingénieurs et cadres)* .....

  - i. Déplacements ordinaires .....
  - ii. Déplacements de longue durée .....

- c. *Changement de résidence (Ingénieurs et cadres)* .....

VIII. Formation professionnelle .....

- a. *Opérateur de Compétences (OPCO)* .....
- b. *Le compte personnel de formation (CPF) ( ex DIF)* .....
- c. *Les contrats de professionnalisation* .....

  - i. Durée du contrat de professionnalisation .....
  - ii. Rémunération minimale .....
  - iii. Fonction tutorale .....

- d. *Mise en oeuvre de la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A)* .....

  - i. Les bénéficiaires et les objectifs de la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A) .....
  - ii. Durée de la Pro-A .....
  - iii. Le tutorat .....
  - iv. les actions de formation éligibles .....

- e. *L'apprentissage* .....
- f. *Le bilan de compétences* .....
- g. *Contribution financière conventionnelle* .....
- h. *Les certificats de qualification professionnelle (CQP)* .....

**IX. Maladie, accident du travail, maternité**

**a. Maladie et accident**

- i. Garantie d'emploi en cas de maladie non professionnelle ou d'accident
- ii. Indemnisation
- iii. Incidences de la maladie sur les congés payés

**b. Maternité**

- i. Réduction d'horaire (O.E.T.A.M.)
- ii. Indemnisation du congé de maternité

**X. Prévoyance, retraite complémentaire et**

**a. Retraite complémentaire**

**b. Régime de prévoyance pour les non cadres**

- i. Institution de prévoyance
- ii. Bénéficiaires
- iii. Salaires de référence
- iv. Garanties
- v. Cotisations
- vi. Suspension du contrat de travail et maintien des garanties
- vii. Maintien des garanties après rupture du contrat de travail : la portabilité
- viii. Maintien des garanties en application de l'article 4 de la Loi EVIN

**c. Garantie frais de santé**

- i. Organismes assureurs
- ii. Bénéficiaires et conditions d'ancienneté
- iii. Tableau des garanties
- iv. Cotisations et répartition
- v. Suspension du contrat de travail et maintien des garanties

**XI. Rupture du contrat**

**a. Préavis de démission ou de licenciement**

- i. Durée du préavis de démission ou de licenciement
- ii. Heures de liberté pour recherche d'emploi

**b. Indemnité de licenciement**

- i. Indemnité de licenciement du personnel non-cadre
- ii. Indemnité de licenciement du personnel cadre

**c. Retraite**

- i. Départ volontaire à la retraite à partir de 60 ans et mise à la retraite à l'initiative de l'employeur à partir de 65 ans
- ii. Mise à la retraite entre 60 et 65 ans (dispositions non étendues)

## Remarques

Pour vous permettre de savoir à qui et quand doit-on appliquer les dispositions, par principe, sauf disposition contraire, par application des dispositions légales :

- les accords doivent être appliqués par les adhérents des organisations patronales signataires à partir du jour qui suit leur dépôt (quand elle est renseignée, nous indiquons la date). Le texte concerné sera reproduit en italique.
- lorsque l'accord nécessite un agrément, seul son obtention rend opposable le texte aux adhérents des organisations patronales signataires. La référence de l'agrément sera alors mentionnée.
- les non adhérents doivent appliquer le contenu de l'accord au lendemain de la publication au JORF de son arrêté d'extension. Le texte concerné sera reproduit en caractère droit.

Pour optimiser l'efficacité de la portée des alertes, y seront mentionnées, pour les accords non étendus, le ou les organisations patronales signataires à la suite du terme « signataire ».

En application de l'article L2261-23-1 du Code du travail, pour les entreprises de moins de 50 salariés, les accords ou avenants ne nécessitent pas la mise en place d'un accord type proposé par la Branche ni d'adaptation spécifique pour sa mise en œuvre. Chaque accord ou avenant s'applique quel que soit l'effectif. En cas contraire, précisions seront indiquées.

## I. Signataires

### a. Organisations patronales

Fédération des industries avicoles

Comité national des abattoirs et ateliers de découpe de volailles, lapins, chevreux (CNADEV) (adhésion)

### b. Syndicats de salariés

Fédération générales agroalimentaire F.G.A.-C.F.D.T.

Fédération générales des travailleurs de l'agriculture de l'alimentation F.G.T.A.-F.O.

Fédération nationale des syndicats de l'alimentaire C.F.T.C.

Fédération nationale agroalimentaire F.N.A.F.-C.G.T.

Fédération nationale des cadres de l'alimentation F.N.A.A.-C.G.C.

## II. Champ d'application

### a. Champ d'application professionnel

La Convention collective règle les rapports entre employeurs et salariés des entreprises ayant le **code NAF 15.1 C**, dont l'activité principale porte sur l'abattage et/ou la découpe, et/ou la transformation de volailles, éventuellement accompagnés des activités suivantes :

- le ramassage ;
- le conditionnement ;
- la commercialisation,

de l'une ou plusieurs espèces suivantes : toutes espèces de volaille, lapins, chevreux.

### b. Champ d'application territorial

Territoire métropolitain.

## III. Contrat de travail - Essai

### a. Epreuve préliminaire

Une épreuve de qualification professionnelle, dont l'exécution ne constitue pas un engagement ferme, peut avoir lieu pendant la période d'essai. Toutefois, le candidat pouvant justifier qu'il a eu au minimum 3 années de pratique sans interruption dans la catégorie professionnelle est dispensé de cette épreuve préliminaire.

### b. Contrat de travail

En application de la l'article 53 de la Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, le premier ministre via le décret n° 2019-1388 du 18 décembre 2019, JORF du 19 décembre 2019, désigne cette CCN comme entrant dans le secteur d'activité autorisés à mettre en œuvre l'expérimentation sur le remplacement de plusieurs salariés par un seul salarié titulaire d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat de travail temporaire

L'engagement devenu définitif à l'issue de la période d'essai est confirmé par écrit.

### i. Dispositions spécifiques aux T.A.M.

A l'expiration de la période d'essai, le salarié dont l'engagement est devenu définitif reçoit une notification écrite précisant :

- sa date d'entrée dans l'entreprise ;
- son emploi dans la classification et son coefficient hiérarchique ;
- son salaire d'embauche ainsi que l'horaire correspondant ;
- le ou les établissements dans lesquels l'emploi doit être exercé.

### ii. Dispositions spécifiques aux ingénieurs et cadres

A l'expiration de la période d'essai, le cadre dont l'engagement est devenu définitif reçoit une lettre d'engagement précisant :

- la date de son entrée dans l'entreprise ;
- la fonction occupée ;
- l'indication de sa position dans la classification et de coefficient individuel ;
- la rémunération et ses modalités ainsi que l'horaire correspondant ;
- le ou les établissements dans lesquels l'emploi sera exercé ;
- éventuellement toute clause particulière.

Lorsqu'un cadre est appelé à occuper un poste dans un établissement situé hors du territoire métropolitain, à la suite d'un engagement ou d'une mutation, il est établi avant son départ un contrat écrit précisant les conditions de cet engagement ou de cette mutation.

### c. Période d'essai

L'embauchage est précédé d'une période d'essai.

#### i. Durée de la période d'essai

◇ OETAM

Catégorie	Durée initiale de la période d'essai	Renouvellement de la période d'essai (*)
Ouvriers et employés	1 mois	Renouvelable 1 fois pour la même durée
TAM	2 mois	Renouvelable 1 fois pour la même durée

(\*) Par accord écrit des parties conclu avant la fin de la période initiale.

◇ Ingénieurs et cadres

Catégorie	Durée initiale de la période d'essai	Renouvellement de la période d'essai (*)
Ingénieurs et cadres	4 mois	Renouvelable 1 fois pour une durée maximale de 2 mois

(\*) Par accord écrit des parties conclu avant la fin de la période initiale.

#### ii. Préavis de rupture pendant l'essai

Pendant la période d'essai, les parties sont libres de se séparer sans motif ni indemnité, en respectant les délais de prévenance légaux, à savoir :

Temps de présence dans l'entreprise	Délai de prévenance en cas de rupture pendant l'essai à l'initiative...	
	de l'employeur	du salarié
< 8 jours	24 heures	24 heures
Entre 8 jours et 1 mois	48 heures	48 heures
> 1 mois	2 semaines	
> 3 mois	1 mois	

### d. Ancienneté

La "présence continue" s'entend du temps écoulé depuis la date d'engagement du contrat de travail en cours, sans que soient exclues les périodes pendant lesquelles le contrat a été suspendu, telles que :

- périodes de maladie ou d'accidents ;
- périodes militaires obligatoires ;
- périodes de maternité ;
- périodes de formation professionnelle ;
- congés de formation économique sociale et syndicale obtenus dans le cadre de la loi du 30 décembre 1985 ;
- délais accordés dans certains cas par l'employeur aux immigrés pour faciliter leurs congés dans leur pays d'origine ;
- absences autorisées par l'employeur.

Pour la détermination de l'ancienneté, il est également pris en compte :

- la période comprise entre le départ au service militaire obligatoire et la réintégration dans l'entreprise, lorsque l'intéressé avait au moins 1 an de